

Saint-Domingue : un paradiso perduto ?

Silvia Boraso

Università Ca' Foscari Venezia, Italia; Université Paris-Est Créteil, France

Abstract The apparent decay into which Haiti had fallen since its independence was used by French anti-abolitionists as a proof of the alleged inability of Black people to rule over the prosperous Haitian land. However, was the island as prosperous as they affirmed during French colonization? Based on the testimonies of the members of the Leclerc expedition, this article attempts to answer this question by focusing on their description of the state of the colony at the time of their arrival on the island.

Keywords Haitian Revolution. General Leclerc. Haitian Representations. Nineteenth Century Haiti. Exoticism.

Sommaire 1 Introduction. – 2 Saint-Domingue après les Troubles de 1791. – 3 L'expédition Leclerc (1801-1803). – 4 Conclusion.



Edizioni
Ca' Foscari

Peer review

Submitted 2023-04-26
Accepted 2023-07-04
Published 2023-10-30

Open access

© 2023 Boraso |  4.0



Citation Boraso, S. (2023). "Saint-Domingue : un paradiso perduto ?". *Annali di Ca' Foscari. Serie occidentale*, 57(57), 211-224.

1 Introduction

Après plus de dix ans de révolution, le 1er janvier 1804 la partie occidentale de l'île de Saint-Domingue, colonie française depuis 1697, se proclame indépendante de la France. Deuxième état du continent américain à se libérer du joug de l'ancienne métropole et première République noire à voir le jour au niveau mondial, Haïti paya très cher son indépendance. Si à l'époque coloniale, l'île constituait la principale ressource financière de l'Empire français¹ et représentait le centre culturel de référence pour la Caraïbe francophone,² après 1804 elle fut condamnée à un isolement aussi bien politique qu'économique par les grandes puissances mondiales. D'un côté, la France et l'Angleterre – qui augmenteront et renforceront leurs empires au XIX^e siècle – ne pouvaient permettre aux idéaux révolutionnaires qui avaient guidé la révolution haïtienne de se répandre dans le reste de leurs colonies ; de l'autre, les États-Unis, qui auraient pu faire d'Haïti un allié potentiel, n'étaient pas prêts, au début du siècle, à accepter un pays fondé par des Noirs ayant aboli l'esclavage. Pour contre-carrer cette menace venant de la Caraïbe, une véritable campagne de délégitimation culturelle d'Haïti avait été lancée dans la presse européenne et américaine, le résultat de cette infériorisation systématique de l'Autre étant la vision partagée d'une île jadis considérée comme un paradis terrestre, maintenant à la merci d'un peuple barbare incapable de s'autogouverner.³

Encouragé par le goût pour l'exotisme de l'époque, le portrait idyllique d'Haïti – issu d'une longue tradition de récits de voyage européens remontant jusqu'au XV^e siècle⁴ – s'inscrit ainsi dans les enjeux d'une rhétorique raciste et esclavagiste axée autour de l'inaptitude

1 « On a peine à imaginer aujourd'hui ce qu'a pu représenter au XVIII^e siècle la partie française de l'île de Saint-Domingue [...] pour le commerce colonial français. Jamais colonie ne fut aussi prospère et aucune n'égalera par la suite la Reine des Antilles qui fournissait à elle seule les ¾ de la production mondiale de sucre » affirme Jacques de Cauna dans son étude séminale sur les habitations coloniales (2003, 11).

2 Au XVIII^e siècle, les théâtres de Saint-Domingue accueillaien t régulièrement des acteurs venus de la Métropole (Clay 2013, 195 sqq. ; pour un aperçu général sur le théâtre colonial à Saint-Domingue, voir aussi Fouchard 1955). Dans sa description de l'île, Ducœurjoly identifie « quatre salles de spectacle assez jolies ; la première est au Cap-Français, la seconde au Port-au-Prince, la troisième à Saint-Marc, et la quatrième aux Cayes. Les troupes de comédiens y sont assez bonnes » (1802, 80), alors que Jean Fouchard en cite huit : au Cap-Français (1955, 11 sqq.), à Port-au-Prince (39 sqq.), à Saint-Marc (69 sqq.), à Léogâne (79 sqq.), aux Cayes (87 sqq.), à Jérémie (95 sqq.), au Petit-Goâve et à Jacmel (101-2).

3 Pour un approfondissement sur la représentation de la Révolution haïtienne dans les récits métropolitain, cf. Cousseau 2022.

4 L'île d'Hispaniola est décrite comme un véritable paradis terrestre dans la lettre sur la découverte du Nouveau-Monde que Christophe Colomb envoie aux Rois d'Espagne (De Rosny 1865, 27-8).

endémique des Noirs à profiter des dons que la prospère terre haïtienne dévoilait en abondance sous la domination française. Or, cette rhétorique que nous pourrions qualifier « de la Chute » ou « du Paradis perdu », était-elle représentative de la réalité de l'île à la fin de la colonisation européenne ?

Axé autour des témoignages des principaux acteurs de la guerre d'indépendance haïtienne, notamment des membres de l'expédition Leclerc (1801-1803) et de leurs interlocuteurs locaux, cet article essaiera de répondre à cette question en se concentrant en particulier sur la description de l'état de la colonie à l'arrivée de l'armée napoléonienne. Il s'agira dans un premier temps d'examiner un corpus choisi de rapports et de mémoires concernant la situation de Saint-Domingue après le commencement des Troubles (1791). Rédigés par les colons exilés à Paris comme par les représentants français à Saint-Domingue, ces témoignages hétéroclites et souvent anti-thétiques porteront Napoléon Bonaparte à se prononcer sur l'envoi de l'armée à Saint-Domingue, en confiant le sort de la campagne à son beau-frère, le général Leclerc. Dans un deuxième temps, nous nous concentrerons sur l'analyse des témoignages de trois membres de l'expédition Leclerc en essayant de dresser un portrait réaliste de la situation de Saint-Domingue à l'époque de la guerre d'indépendance.

2 Saint-Domingue après les Troubles de 1791

Après l'adoption par les Blancs de Saint-Domingue d'une Constitution particulière qui refuse explicitement les droits politiques aussi bien aux gens de couleur libres qu'aux esclaves, en 1791 Vincent Ogé et Jean-Baptiste Chavannes, appuyés par la Société des Amis des Noirs, réclament l'application du décret du 15 mai par lequel l'Assemblée nationale leur avait accordé l'égalité et le droit de représentation. Responsables du soulèvement des affranchis, Ogé et Chavannes seront capturés et roués vifs sur la place d'armes du Cap, ce qui déclenchera la révolte des esclaves dans les ateliers du nord de l'île (Hoffmann 1995, 29). Dès lors, Saint-Domingue sera le théâtre de violentes insurrections qui menaceront la stabilité du système de plantation, rendant compliqué pour la France la gestion administrative et politique du pays pendant plus d'une décennie.

Dans ce contexte historique troublé, le foisonnement de publications sur l'importance économique de la colonie et sur la nécessité d'y maintenir l'esclavage n'est pas étonnant. Principalement rédigés par des colons (Barbé de Marbois 1796 ; Cormier 1792 ; Ducœurjoly 1802) et par des membres de l'administration coloniale (Chabanon 1791), les ouvrages dont nous proposons ici un échantillon représentatif présentent un large éventail de méthodes et de stratégies que la France pouvait adopter pour reprendre le contrôle de l'île. La diversité des

positions politiques – souvent contradictoires – exprimées dans ces écrits reflète non seulement la complexité de la question raciale et coloniale après la Révolution française, mais aussi les intérêts personnels qui informent les relations des auteurs sur l'état du pays.⁵

Espérant rallier l'opinion publique et le gouvernement de la Métropole à leur cause, les planteurs publient des rapports idylliques sur l'état de la colonie, dont ils présentent la richesse du sol, la beauté du paysage et le pittoresque des habitations :

c'est une vraie jouissance que d'y voir les jardins des habitations ; ils sont toujours des mieux peignés, et parfaitement entretenus. On y voit en tout temps, feuilles, fleurs et fruits ; l'odeur qu'on respire est des plus suaves, attendu que les haies vives qui ceignent les habitations, sont faites de citronniers ou de bois de campêche, et que la terre y produit beaucoup d'aromates. (Ducœurjoly 1802, 81)

Ces descriptions plus ou moins biaisées s'érigent, à la fin du XVIII^e siècle, en véritable paradigme esthétique, continuant d'exercer au XIX^e siècle une influence majeure sur la perception européenne de l'administration coloniale française dans la Caraïbe.⁶

Nous ne saurons nier les signes évidents de l'enrichissement et de l'opulence des habitants de Saint-Domingue dont les archives coloniales gardent la trace (de Cauna 2003, 197). Il importe cependant de souligner que la vision idéalisée de la terre évoquée dans les écrits des colons entraîne une série de criticités dont la non-conformité à l'état réel du pays constitue sans doute l'aspect le moins problématique. Visant à endiguer la diffusion des idéaux révolutionnaires ainsi qu'à calmer les critiques exprimées contre le traitement violent et abusif des maîtres à l'encontre des esclaves, ces témoignages s'attachent à fournir une image édulcorée du système de plantation qui se construit, d'un côté, sur la magnification de la vie dans la colonie,⁷ de l'autre, sur la disqualification des dénonciations faites par

5 Sur la diversité des positions souvent antinomiques adoptées dans ces témoignages, voir notamment Girard 2011. Pour un aperçu plus général, nous renvoyons à Benot 2004 ; Cottias 2003 ; Cousseau 2022.

6 Nous pouvons citer à titre d'exemple les propos du géographe Castonnet des Fosses qui à la fin du XIX^e siècle rappelle, non sans nostalgie, la richesse comme la splendeur de l'ancienne colonie sous la domination française : « Au moment où la Révolution éclata et vint bouleverser l'ancien monde, la colonie de Saint-Domingue était des plus prospères et des plus florissantes. C'était une petite France. Partout l'on vantait le luxe et l'élégance de ses habitants qui avaient su réunir les charmes de la vie créole à l'urbanité de la vieille Europe ; aussi le nom de notre possession était-il devenu synonyme de splendeur et de richesse. Partout l'on parlait avec admiration de cette île, appelée à juste titre la Reine des Antilles » (1893, 1).

7 D'ailleurs, cette vision s'imposera, donnant lieu à des représentations exagérées, voire fallacieuses de Saint-Domingue avant la Révolution : « La voirie ne laissait rien à

les abolitionnistes. Les propos du colon Barbé de Marbois sont en ce sens emblématiques :

D'ailleurs comment s'intéresser à des maux sur lesquels l'opinion est en suspens [*sic*] ? Comment cette opinion si souvent *trompée* sur les faits qui se passent presque sous ses yeux, ne serait-elle pas *égarée* par des rapports *mensongers*, par des récits *absurdes* et *emphatiques*, et par l'*affectation* avec laquelle on peint, comme un peuple guerrier, laborieux et fidèle une *poignée de brigands* insouciants pour tout, excepté le désordre et le pillage, et dont les hauts faits *consistent à avoir converti la plus florissante colonie de l'univers en un vaste tombeau* où sont engloutis ses habitants et les espérances de la France. (Barbé de Marbois 1796, 107 ; italique ajouté)

Déplorant le déclin du pays, passé d'un prétendu état de grâce existant lors de l'hégémonie des planteurs à un état de déchéance, Barbé de Marbois voit dans le choix du gouvernement français de confier les rênes de Saint-Domingue à Toussaint Louverture un autre motif d'inquiétude pour le sort de l'île : « Saint-Domingue n'est plus qu'un monceau de cendres et de ruines : la France, quoiqu'en disent les charlatans politiques, n'a plus de colonies, plus de commerce, plus de marine commerciale ni militaire, et la paix,⁸ ne fera que l'éclairer davantage sur sa misère, et ajouter à l'horreur de son dénuement » (1796, 113).⁹

Le style hyperbolique comme le ton fataliste du colon, dont le but est de convaincre Napoléon Bonaparte d'envoyer l'armée à Saint-Domingue afin de remettre le pouvoir politique et économique du pays à l'administration coloniale, s'appuient sur les préjugés racistes de l'époque relatifs à l'incapacité des Noirs à gouverner efficacement la fertile terre haïtienne dont la dégradation subite ne serait que la preuve la plus évidente. S'il est vrai que les luttes incessantes ont causé d'importants dégâts aussi bien aux plantations qu'aux centres urbains, force est de constater que les descriptions contenues dans

désirer, et les différents points de la colonie étaient reliés entre eux par de belles routes, plantées d'orangers, de citronniers et de palmiers. Des ponts en maçonnerie avaient été construits sur les rivières. Des digues protégeaient les campagnes contre les inondations et des écluses facilitaient les irrigations. Des diligences ou des messageries à cheval assuraient aux villes les moyens de communiquer facilement entre elles. Dans la plupart des paroisses, il y avait un bureau de poste, et le départ du courrier pour l'Europe, avait lieu deux fois par semaine. En un mot, *rien ne manquait à notre colonie* » (Castonnet des Fosses 1893, 6 ; italique ajouté).

8 Il se réfère ici à la guerre contre les Anglais qui avaient envahi la colonie à l'époque où Barbé de Marbois écrit. Le pays sortira du conflit seulement deux ans après, quand les Anglais négocieront avec Toussaint Louverture l'armistice du 30 mars 1798.

9 Sur la représentation de Toussaint Louverture aussi bien dans les récits historiques locaux que dans les récits historiques métropolitains, cf. Cousseau 2022.

les documents produits par les colons et par les Français installés à Saint-Domingue manifestent la partialité de leurs auteurs, dont les intérêts sont strictement liés à l'économie de plantation et à l'esclavage.

Le recouplement de ces descriptions avec celles des récits de voyage de la même période montre en outre que l'image de la terre généreuse et fertile tant vantée par les colons ne correspondait pas à la réalité des choses. Au XVIII^e siècle, les voyageurs européens dénonçaient en fait un progressif appauvrissement du sol haïtien dû à des siècles de culture intensive de la canne à sucre et du café.¹⁰ Le gain immédiat l'emportant sur la gestion durable des terrains, l'« assolement, au sens habituel de rotation des cultures, n'était pas pratiqué à Saint-Domingue. [...] Ce n'est que lorsque le rendement baisse, au bout d'une quinzaine d'années par exemple, qu'on fait deux ou trois ans de vivres avant de replanter les cannes » remarque Jacques de Cauna (2003, 158). Les conséquences néfastes de cette surexploitation – non seulement d'un point de vue environnemental, mais aussi d'un point de vue économique – étaient d'ailleurs visibles bien avant le commencement des Troubles, comme en témoigne la description des plantations caribéennes faite par Girod de Chantrains :

Si l'extrême fécondité du sol d'Amérique supplée à l'industrie de nos agronomes d'Europe, comme elle n'est cependant pas inépuisable, le temps arrive enfin où les récoltes diminuent ; et le colon voit ce changement sans s'occuper des moyens de rappeler [*sic*] une fertilité qui n'est plus au sein de son héritage.

Déjà la Martinique est épuisée et ne se soutient que par le commerce des isles voisines, dont elle est l'entrepôt. Ces isles elles-mêmes ont aussi dégénéré [*sic*]. S. Domingue enfin, la plus riche

10 Nous citons à titre d'exemple les textes de Moreau de Saint-Méry (1797), de Girod de Chantrains (1785) et du baron de Wimpffen (1911). Héritage de l'économie de plantation promue sous la colonisation, les cultures intensives continueront à être encouragées après l'Indépendance, ce qui aura des conséquences désastreuses en matière d'appauvrissement des sols, comme le remarque déjà à la fin du XIX^e siècle Paul Deléage (1887). André-Marcel d'Ans analyse de manière ponctuelle le phénomène : « Avec l'effondrement [du système plantationnaire] les hommes d'abord sont en plein désarroi : rien ne les a préparés à cette situation nouvelle de liberté que tout, dans le cadre qui les entoure, semble d'ailleurs vouloir décourager. L'environnement de son côté montre qu'il a souffert autant que l'homme de son asservissement. D'une part, ses réserves brutes, constituées par la forêt, se sont considérablement amenuisées, surtout depuis l'expansion des cafétérias dans les mornes. D'autre part, tous les sols cultivés sont déjà épuisés. Dans les terres sucrières de la plaine, en l'absence d'une association équilibrée de l'agriculture et de l'élevage, on n'a jamais pratiqué la fumure des terres. Et la culture de la canne ne prévoyait aucune autre forme de restitution de matière organique [...] De plus, en raison de l'obsession du profit immédiat, on ne pratiquait pas l'assolement. Bref, la terre des plaines a littéralement été brûlée par les deux bouts. Dans les mornes, non seulement la situation n'est pas meilleure, mais la dégradation est peut-être encore plus rapide en raison de l'érosion, qui ravine les sols à une allure vertigineuse dès qu'ils sont déboisés et qu'on se met à les cultiver à découvert » (1987, 171).

et la plus étendue de toutes les possessions françaises d'outre-mer, n'est plus ce qu'il étoit il y a trente ans. Ses meilleurs terres ont diminué de bonté, et les médiocres seront bientôt épuisées, à moins que l'industrie ne les régénere [sic]. (Girod de Chantrans 1785, 251-2)

Sans doute ignorant des conditions agricoles de l'île, mais fort conscient du danger croissant que représentent Louverture et son intention de déclarer l'indépendance, Bonaparte se laisse convaincre par les « nombreux rapports envoyés par les hauts représentants de la France aux Grandes Antilles, dont l'influence auprès du gouvernement français était bien supérieure à celle de la foule de colons sans le sou vivant en exil » (Girard 2011, 13), d'envoyer l'armée à Saint-Domingue. En décembre 1801, la flotte commandée par le général Leclerc quitte les ports français et arrive presque deux mois après au Cap. Quand les Français débarquent à Saint-Domingue, le pays qui les accueille est loin d'être le paradis terrestre décrit dans les récits européens. Dans une lettre du 27 septembre 1802 adressée au Premier Consul, Leclerc ne peut s'empêcher de constater l'impréparation de ses troupes face aux épreuves qui les attendent dans les mois à venir : « On a en Europe une fausse idée et du pays dans lequel nous faisons la guerre et des hommes que nous avons à combattre » (Roussier 1937, 215).

3 L'expédition Leclerc (1801-03)

Leclerc voit dans le manque d'information et dans le caractère contradictoire de la documentation disponible – d'ailleurs, peu nombreuse – des facteurs déterminants qui ont empêché Bonaparte de bien gérer la crise politique de la colonie : « Le premier consul n'a pas pu, dans sa sagesse, faire un code pour régir un pays qu'il ne connaissait pas, et sur lequel il avait des rapports contradictoires » écrit-il au général Christophe le 24 avril 1802 (Chanlatte 1824, 115). L'opacité des récits de et sur Saint-Domingue est un élément qui revient dans tous les témoignages des membres de l'expédition et de leurs interlocuteurs locaux ici analysés (les lettres des généraux Leclerc et Hardy et les mémoires de Debord et de Louverture).¹¹ Cette insistance serait révélatrice d'un décalage évident entre les

¹¹ Au milieu du XIX^e siècle, Debord justifie en ces termes la parution de ses mémoires : « Récits inédits que je viens, quoiqu'un peu tard, faire paraître, *pour remplir le vide et accomplir les souvenirs rétroactifs* de l'époque des circonstances de mes campagnes à l'armée de l'expédition de Saint-Domingue, aujourd'hui Haïti, d'où alors, étant hors Europe, on ne pouvait pas obtenir avec sûreté des résultats de renseignements positifs *qui furent* PEU CONNU [sic] en France » (1858, 3 ; italique et lettres majuscules dans l'original).

représentations européennes de la colonie et la situation véritable de Saint-Domingue pendant la guerre.

Parmi les problèmes majeurs que Leclerc dénonce dans ses missives à Bonaparte, l'absence importante d'infrastructures constitue sans doute l'obstacle d'ordre logistique le plus difficile à surmonter. Le général envoie à plusieurs reprises des demandes d'équipement « pour les hôpitaux, l'artillerie et l'habillement », en s'excusant de leurs nombres comme de leurs coûts élevés par le fait que la « colonie [...] manque de tout » (Roussier 1937, 58). Les descriptions des deux villes principales de l'île insérées dans le récit de Debord confirment l'état de délabrement du pays. L'auteur prise le système de drainage adopté par les Espagnols dans la partie orientale de l'île – où une partie de l'armée française trouvera refuge après la défaite de 1803 – en l'opposant à l'inadéquation du réseau d'assainissement du Cap et de Port-au-Prince, « des villes ouvertes et destinées au commerce, *déjà détruites plusieurs fois* » (1858, 16 ; italique dans l'original).

Si le sous-développement infrastructurel de la partie occidentale doit être partiellement imputé aux ravages causés par les révoltes continuelles, les témoignages qui précèdent le commencement des Troubles dénoncent déjà la modestie des centres urbains de la colonie : « La construction des bâtimens est fort simple, attendu qu'on ne s'occupe que des distributions convenables pour se loger, sans employer ni l'ornement ni la décoration » (Ducœurjoly 1802, 67). Présent également dans les récits de voyage du XVIII^e siècle, ce portrait peu flatteur du pays dévoile des siècles de mauvaise gestion de la part des Blancs et prouve que l'accusation du déclin rapide de l'île qui sera imputé, après l'Indépendance, à l'incapacité des Noirs à s'autogouverner, est non seulement partielle, mais aussi injustifiée.¹²

Bien que prodigue, la terre haïtienne demande une attention particulière pour pouvoir prospérer, comme le remarque Girod de Chantrans : « les soins du maître et son intelligence influent tellement sur la prospérité de son atelier [*sic*], sur son travail et sur le produit qui en résulte, que c'est bien ici que l'on peut dire avec vérité, tant vaut l'homme, tant vaut la terre » (1785, 129-30 ; italique dans l'original). Répugnant à « témoigner d'un quelconque attachement au pays, ne

12 La correspondance du général Leclerc semble suggérer que des doutes sur l'état réel de la colonie avaient déjà été exprimés avant son départ. Avant de quitter l'Europe, il demande au gouvernement l'aide financière et matérielle pour mener à bien une campagne dans un pays « où [l'armée] ne peut compter sur aucune ressource » (lettre au Premier Consul, le 8 décembre 1801, Roussier 1937, 55-6). Une fois à Saint-Domingue, les doutes du général s'avèrent exacts. Après s'être temporairement emparé du contrôle de l'île, Leclerc se penche sur l'administration locale se rendant bientôt compte de son inadéquation. Il écrit au gouvernement français pour l'institution d'infrastructures adéquates, notamment d'une chambre de commerce et d'hôpitaux, parce que ceux dont il dispose sont non seulement insuffisants, mais aussi remplis de soldats tombés victimes de la fièvre jaune.

serait-ce que par le confort de son installation » (d'Ans 1987, 138), les planteurs n'investissent pas dans l'amélioration des services et des infrastructures de Saint-Domingue, qu'ils considèrent comme une « terre de passage » qu'ils quitteront pour « vivre plus tard noblement - ou tout au moins bourgeoisement - une retraite dorée en France » (de Cauna 2003, 59).¹³ Cela expliquerait sans doute la passivité des colons face aux soulèvements des Noirs et des Mulâtres¹⁴ comme l'avidité aveugle dont ils font preuve aussi bien pendant les Troubles que pendant la Révolution.¹⁵

S'il est vrai que l'« égoïsme forcené du système de plantations avait concentré tous ses investissements, et toute la technicité disponible à l'époque, au sein des seules 'habitations' » (d'Ans 1987, 169), il est vrai aussi que la prospérité de la terre vantée par les colons ne semble plus correspondre à la prodigalité exaltée par les premiers explorateurs. C'est d'un ton déconcerté que Leclerc remarque la ruine de la majorité des habitations :

J'avais calculé, avant d'arriver à Saint-Domingue, comme une grande ressource, de tenir le plus longtemps possible sous le

13 Ce détachement déconcerte les voyageurs européens qui se rendent à Saint-Domingue au XVIII^e siècle. En exemple parmi d'autres, le témoignage de Moreau de Saint-Mery qui remarque stupéfait : « En arrivant à Saint-Domingue, on est étranger à presque tous ceux qu'on y trouve. On ne les entretient le plus souvent que du projet qu'on a de les quitter ; car la manie générale est de parler de retour ou de passage en France. Chacun répète qu'il part *l'année prochaine*, et l'on ne se considère que comme des voyageurs, dans une terre où l'on trouve si souvent son dernier asile. Cette malheureuse idée est tellement familière, qu'on se refuse ces riens commodes qui donnent du charme à l'existence. Un habitant se regarde comme campé sur un bien de plusieurs millions ; sa demeure est celle d'un usufruitier déjà vieux ; son luxe, car il lui en faut, est en domestiques, en bonne chère, et l'on croirait qu'il n'est logé qu'en hôtel garni » (1797, 7 ; italique dans l'original).

14 Antoine Métral rappelle à ce sujet que quand les premières habitations avaient été incendiées, la majorité des colons « vouloient, dans le désespoir, abandonner la colonie aux esclaves conjurés. Tous laissoient voir à découvert une lâcheté, cachée par l'orgueil d'une prospérité qui n'étoit plus, et ils furent sans vertu dans l'adversité » (1818, 24).

15 Député de Saint-Domingue à l'Assemblée générale, Charles de Chabanon blâme l'« esprit privé » des colons pour la crise de la colonie : « N'hésitons point à attribuer à cette cause une partie des troubles qui ont régné dans la colonie depuis cette multiplication prodigieuse des assemblées. Le mot *municipalité* a retenti de France à S. Domingue ; on l'a embrassé comme des enfans embrassent leurs hochets. De-là, cet *esprit privé* poussé à l'excès ; de-là, ce choc de l'ambition qui veut dominer, et de la cupidité qui voit dans l'exercice de quelque branche d'administration la possibilité de s'enrichir. De-là, tous les résultats de la jalousie dont les grands propriétaires, même, ne seront jamais exempts, lorsqu'ils verront ce que l'on appelle les *Petits Blancs*, à Saint-Domingue, de niveau avec eux pour opiner. De-là, enfin, cette divergence d'opinions, égale à la divergence physique de ces individus rassemblés par hasard de tous les coins de la France, n'ayant entr'eux tous qu'un seul point central, lequel point central est un germe de division : tous vous diront, "je viens ici faire fortune, et vite, et vite encore, puis m'en aller". Quel esprit public, quel attachement au pays et au sol ! Quel patriotisme peut-on espérer de placer au milieu de ce bizarre [*sic*] rassemblement d'hommes » (1791, 1-6 ; italique dans l'original).

séquestre les propriétés. Cette ressource est presque nulle aujourd'hui que la plupart des habitations sont ruinées, et que le Gouvernement est intéressé à remettre en jouissance tous les propriétaires, dont les propriétés sont dans un état de délabrement épouvantable. (Roussier 1937, 122)

Abandonnée par les planteurs aux premiers signes de danger,¹⁶ laissée « sans bras, sans établissements, sans animaux, sans instrumens, et généralement dépourvue de tous les objets de première nécessité » (Barbé de Marbois 1796, 119) et, plus généralement, épuisée par les cultures intensives, l'île semble récupérer lentement sa richesse d'antan grâce aux initiatives efficaces de Louverture : « Les champs, abandonnés dans la guerre, se couvrirent de riches moissons que faisaient croître des hommes libres. L'agriculture fit fleurir le commerce et de toutes les parties du monde les vaisseaux arrivaient dans leurs ports. [...] tout marquait une prospérité croissante » (Métral 1825, 22). Les propos de Métral trouvent une correspondance dans les archives coloniales qui prouvent une restauration effective de la production plantationnaire grâce aux politiques agricoles de Louverture (cf. de Cauna 2003, 211 sqq.). Axées sur la culture intensive de la terre, ces politiques diffèrent cependant très peu de celles adoptées par les colons et ne résolvent pas la baisse de performance des terrains.¹⁷ Si, d'un côté Louverture peut affirmer sans trop exagérer que « [l]a colonie de Saint-Domingue dont j'étais commandant, jouissait de la plus grande tranquillité, la culture et le commerce y fleurissaient, l'isle était parvenue à un degré de splendeur où on ne l'avait pas encore vue et tout cela, j'ose le dire, était mon ouvrage » (1853, 311), de l'autre, cette splendeur se réfère seulement au pouvoir commercial du pays.

Exploitée presque exclusivement pour l'exportation de la canne à sucre et du café, la terre haïtienne ne produit pas suffisamment de

16 Barbé de Marbois déplore l'état de la colonie abandonnée par les colons qui fuient aussi bien les esclaves en révolte que les Anglais, alliés des insurgés jusqu'à l'armistice de 1798 : « De trois parties qui la composent, celle du nord, la plus riche de toutes, n'est plus qu'un désert inculte et abandonné : ses champs, que couvrait la canne à sucre, sont en friche, des halliers ont pris la place des vastes plantations de cafiers qui couronnaient ses mornes. Tout ce qui était maisons, manufactures, moulins à cannes et établissements, a été généralement réduit en cendres, et offre à peine quelques décombres. [...] La partie de l'ouest déchirée, quoique moins violemment, par les mêmes convulsions, n'offre pas un aspect ni des ressources plus brillantes : dévastée, ruinée en grande partie, elle n'a conservé quelques lambeaux intacts, que pour voir les brigands les disputer avec fureur et acharnement aux Anglais, qui, depuis deux ans, les ont envahis. Dans le sud, enfin, livré comme les autres au brigandage des hordes soulevées qu'aucun frein ne retient plus, le quartier seul de Jérémie subsiste encore » (1796, 115-6).

17 Il est intéressant de noter que faute d'un profit immédiat venant des cultures, qui souffrent des luttes récentes, Leclerc proposera d'exploiter les forêts de l'île. Après l'Indépendance, le déboisement sera, avec la continuation de la culture de plantation, l'une des causes principales de l'appauvrissement des sols haïtiens.

fruits et de légumes pour garantir la sécurité alimentaire de tous ses habitants, comme en témoignent les lettres nombreuses que Leclerc adresse au gouvernement français en demandant que l'on lui envoie des biscuits, le seul aliment disponible dans la colonie étant des bananes. La situation, déjà précaire à la fin du XVIII^e siècle,¹⁸ s'aggrave pendant la guerre d'indépendance. Aux demandes d'aide que Leclerc réclame par écrit à Napoléon Bonaparte en lui demandant l'envoi d'une somme suffisante à « pourvoir aux besoins indispensables, dans toutes les guerres, d'une armée qui va dans un pays où elle ne peut compter sur aucune ressource » (Roussier 1937, 55-6) correspondent les plaintes du général Hardy qui décrit dans une lettre à sa femme les conditions pénibles dans lesquelles leurs troupes se sont retrouvées après le débarquement du 8 février 1802 :

J'avais neuf grandes lieues à faire, avec des soldats qui n'avaient rien à boire ni à manger. [...]

Je continuai ma marche à la lueur des incendies ; les habitations de la plaine et la ville du Cap flambaient. Vision horrible ! Je frémis encore en l'évoquant.

Enfin, j'arrivai dans cette cité malheureuse à travers les cris, les hurlements, le feu et la fumée. La ville brûlait depuis trois jours ; *il ne reste pas une maison intacte*. À peine avons-nous trouvé, Leclerc et moi, un coin pour nous abriter. (Hardy de Périni 1901, 269 ; italique ajouté)

Ce qui ressort en général de ces témoignages est la pénurie d'une colonie ravagée par le feu et par la guerre, dans laquelle la menace constante de la fièvre jaune et le manque de moyens (Hardy de Périni 1901, 272) l'emportent sur la jouissance des sens propre à tout Éden. La beauté idyllique de la terre, chantée dans la plupart des descriptions européennes en mal d'exotisme, est absente de ces récits écrits par des militaires qui ont souvent payé de leur vie les visées coloniales de Bonaparte¹⁹ et qui ne se réfèrent au paysage îlien que pour en souligner la dégradation.

18 En 1792, Cormier dénonce déjà la dépendance alimentaire de la colonie vis-à-vis de l'extérieur : « Saint-Domingue qui pourroit peut-être fournir, par sa fécondité, à des cultures de nécessité première, est cependant consacrée spécialement à la culture du sucre et du café, objet de luxe, et dont la vente donne un bénéfice plus considérable. Un approvisionnement certain et suffisant des objets de première nécessité, est donc encore ce que la Colonie a besoin d'assurer » (53-4).

19 Sur la vision coloniale de Bonaparte et sur les raisons de la défaite de la campagne de Saint-Domingue, cf. Gainot ; Macé 2003.

4 Conclusion

Diffusée déjà à partir du XV^e siècle, l'image exotique d'Haïti en tant que paradis naturel sera reprise dans les discours métropolitains du XIX^e siècle qui feront de la prétendue incapacité des anciens esclaves à exploiter la richesse et la prodigalité de l'île l'une des preuves les plus évidentes de leur « barbarie ». Trouvant son essor après la perte de la colonie en 1804, cette rhétorique du « Paradis perdu » a ses racines dans les bouleversements politiques de la fin du XVIII^e siècle, principalement dans les plaidoyers contre l'abolition de l'esclavage et l'égalité des races publiés notamment par les colons et par les résidents français à Saint-Domingue. Le portrait idyllique de l'île propre à ce genre de récit se révèle cependant une mystification du bienfondé de la colonisation européenne : l'analyse des témoignages des acteurs principaux des événements qui ont marqué les dernières décennies de la domination française à Saint-Domingue a prouvé la valeur exclusivement rhétorique de cette idéalisation de la terre qui ne correspondait pas à l'état réel de la colonie à la veille de la Révolution. Il importe de souligner que, se construisant en parallèle de ce portrait biaisé, les représentations autochtones de la terre haïtienne, au lieu de le réfuter, s'approprièrent le modèle descriptif employé par la presse étrangère pour en montrer l'artificialité. Investi d'une signification nouvelle, chez les écrivains haïtiens du XIX^e siècle le paradigme européen contribuera, d'un côté, à bâtir une vision d'Haïti contre-discursive et originale qui légitimera et illustrera la production littéraire locale ; de l'autre, ce portrait élogieux et apparemment exotique de la terre servira de prétexte pour dissimuler une réflexion attentive sur les plaies sociales accablant Haïti et son peuple.

Bibliographie

- Barbé de Marbois, F. (1796). *Réflexions sur la colonie de Saint-Domingue : ou Examen approfondi des causes de sa ruine et des mesures adoptées pour la rétablir*, vol. 2. Paris : Garnery.
- Benot, Y. [1987] (2004). *La Révolution française et la fin des colonies : 1789-1794*. Paris : La Découverte.
- Castonnet des Fosses, H. (1893). *La perte d'une colonie : la révolution de Saint-Domingue*. Paris : A. Faivre.
- Chabanon, C. de (1791). *Plan de Constitution pour la colonie de Saint-Domingue. Suivi d'une dissertation sur le commerce des colonies, relative à ce plan*. Paris : Imp. Crapart.
- Chanlatte, J. (1824). *Histoire de la catastrophe de Saint-Domingue, avec la correspondance des généraux Leclerc, Henry Christophe, Hardy, Vilton*. Paris : Peytieux.
- Clay, L.R. (2013). *Stagestruck: The Business of Theater in Eighteenth-Century France and Its Colonies*. Ithaca : Cornell University Press.
- Cormier, Y. (1792). *Mémoire sur la situation de Saint-Domingue à l'époque du mois de janvier*. Paris : Imp. de Migneret.
- Cottias, M. (2003). « Le silence de la Nation. Les 'vieilles colonies' comme lieu de définition des dogmes républicains (1848-1905) ». *Outre-mers*, 90(338-9), 21-45.
- Cousseau, V. (2022). « De Saint-Domingue à Haïti. Histoires et mémoires de la guerre d'indépendance au XIX^e siècle ». Rolland-Boulestreau, A.; Michon, B. (dir.), *Des guerres civiles du XVI^e siècle à nos jours*. Rennes : Presses universitaires de Rennes, 121-40.
- d'Ans, André-Marcel (1987). *Haïti : Paysage et société*. Paris : Karthala.
- de Cauna, J. [1987] (2003). *Au temps des isles à sucre*. Paris : Khartala.
- de Rosny, L. (trad.) (1865). *Lettre de Christophe Colomb sur la découverte du Nouveau-Monde*. Paris : Jules Gay.
- Debord, L. (1858). *Souvenirs militaires. Exploits et histoire du récit de mes campagnes à l'armée de l'expédition de Saint-Domingue*. Bordeaux : Imp. Vve J. Dupuy.
- Deléage, P. (1887). *Haïti en 1886 vu par un Français. Notes de voyage*. Paris : Dentu.
- Ducœurjoly, S.J. (1802). *Manuel des habitants de Saint-Domingue, contenant un précis de l'histoire de cette île*, vol. 2. Paris : Lenoir.
- Fouchard, J. (1955). *Le théâtre à Saint-Domingue*. Port-au-Prince : Imp. de l'État.
- Gainot, B.; Macé, M. (2003). « Fin de campagne à Saint-Domingue, novembre 1802-novembre 1803 ». *Outre-Mers. Revue d'histoire*, 90(340-341), 15-40.
- Girard, P. (2011). « Napoléon voulait-il rétablir l'esclavage en Haïti ? ». *Bulletin de la Société d'Histoire de la Guadeloupe*, 159, 3-28.
- Girod de Chantrons, J. (1785). *Voyage d'un Suisse dans différentes colonies d'Amérique pendant la dernière guerre. Avec une table d'observations météorologiques faites à Saint-Domingue, observateur sans prétentions, vrai, sans malignité*. Neuchâtel : Imp. de la Société Typographique.
- Hardy de Périni, É. (dir.) (1901). *Correspondance intime du général Jean Hardy de 1797 à 1802*. Paris : Plon.
- Hoffmann, Léon-François (1995). *Littérature d'Haïti*. Vanves : EDICEF.
- Louverture, Toussaint (1853). *Mémoires du général Toussaint Louverture écrits par lui-même*. Édité par J. Saint-Rémy. Paris : Pagnerre.

- Métral, A. (1818). *Histoire de l'insurrection des esclaves dans le nord de Saint-Domingue*. Paris: Scherff.
- Métral, A. (1825). *Histoire de l'expédition des Français, à Saint-Domingue*. Paris: Imp. Paul Renouard.
- Moreau de Saint-Méry, M.L.É. (1797). *Description topographique, physique, civile, politique et historique de la partie française de l'Isle Saint-Domingue*, vol. 1. Philadelphie: s.é.
- Roussier, P. (dir.) (1937). *Lettres du général Leclerc, commandant en chef de l'armée de Saint Domingue en 1802*. Paris: Société de l'histoire des colonies françaises; Ernest Leroux.
- Wimpffen, A.-S. Baron de [1798] (1911). *Saint-Domingue à la veille de la Révolution*. Édité de l'original *Voyage à Saint-Domingue pendant les années 1788, 1789 et 1790* par A. Savine. Paris: Louis Michaud.